

# NOUVELLE-AQUITAINE **BILAN SCIENTIFIQUE**

**Préambule - N. Fourment 2 0 1 7**

## **Contextes particuliers de l'année 2017**

Ce bilan scientifique régional est le second de la région Nouvelle-Aquitaine, comme cette année 2017 est la seconde année postérieure à la fusion des régions ; année 2 d'une transition qui ne pourra que s'étendre sur d'autres années à venir en raison du défi que cela représente tant d'un point de vue organisationnel qu'en matière de mise en œuvre de perspectives scientifiques mutualisées et élargies.

Or, le SRA Nouvelle-Aquitaine, pour les missions qui lui sont confiées, est en charge de cette transition, et ce dans un contexte changeant, qu'il semble important d'évoquer ici, en juste reconnaissance de l'implication de ses personnels.

Ainsi, conformément à ce qui était déjà sensible en 2016, les mouvements de personnels et l'organisation même du service qui en dépend ont connu de nouvelles évolutions :

— L'arrivée notable et saluée, au début du mois d'avril, de Gwenaëlle Marchet-Legendre en qualité de CRA-adjointe pour le site de Poitiers, venant mettre fin à une longue période d'intérim de 15 mois post-réforme territoriale de l'Etat et stabiliser ainsi la situation en matière de gouvernance du SRA à l'échelle néo-régionale ;

— Des arrivées de nouveaux collègues, et à ce titre, le concours d'ingénieur d'études de 2016 a eu des effets positifs sur le SRA – NA, bien que le poste annoncé en création à Poitiers n'ait pu être finalement validé. Mais, l'arrivée de Fabien Loubignac à Poitiers, de Zénaïde Lecat à Limoges, ont été des éléments forts d'évolution du service, en remplacement de postes parfois vacants depuis de trop longs mois, tout comme Emeline Deneuve, pour sa part, conservatrice du Patrimoine arrivée à Bordeaux au début de l'automne ;

— Un départ partiel du SRA (Olivier Bigot affecté au Pôle Patrimoine et Architecture, bien que gardant une partie de ses missions au SRA site de Bordeaux), alors que d'autres collègues ont fait valoir leur droit à la retraite (Dominique Dussot au 31 décembre 2017 et Mme Prieur au début de l'été de cette année 2017).

D'autres mobilités sont aussi à signaler : Mme Farkas, adjointe-administrative sur le site de Poitiers a également été agent du service pendant environ six mois au cours de l'année et signalons aussi le cas particulier de Jérôme Primault, qui après un succès au tour extérieur du concours de conservateur du Patrimoine et un départ en formation pour 6 mois à l'INP au 1er janvier est revenu dans le service au 1er juillet.

D'autre part, le concours d'ingénieur déjà mentionné a permis la promotion de corps, essentielle et juste retour de leurs compétences et investissement professionnel de Xavier Charpentier, Jean-Paul Lhomme et Jacques Roger.

Par ailleurs, à partir du mois d'octobre et pour six mois (empiétant donc sur l'année 2018), le SRA N-A, a pu bénéficier, d'une chargée de mission, Séverine Airaud, basée à Bordeaux, recrutée sur la réserve d'emploi préfectorale, en charge d'une réflexion stratégique en matière d'élaboration des zones de présomptions de prescriptions archéologiques et d'anticipation des enjeux archéologiques sur les territoires de la Nouvelle Aquitaine. Nous reviendrons sur ce sujet et les perspectives présentées par cette mission dans une édition ultérieure du BSR.

De même, en 2017 (ce qui n'est hélas plus le cas depuis), le SRA N-A disposait de moyens de vacances au sein de la DRAC permettant le recrutement à mi-temps de Mme Montferrand, sur 27 semaines de l'année pour le secrétariat administratif de la CTRA, la région Nouvelle-Aquitaine étant siège de cette nouvelle commission.

Cela était essentiel car cette nouvelle CTRA, mise en place en cette même année 2017, possède un périmètre géographique encore élargi<sup>1</sup> et donc d'un nombre de dossiers à traiter encore plus important<sup>2</sup>.

En termes d'évolution des missions du SRA, l'exercice budgétaire 2017 a été le premier obéissant à une nouvelle organisation souhaitée en DRAC d'une « descente » de l'application Arpège au cœur du service métier (sans affectation de personnel nouveau toutefois).

En conséquence de ces conditions particulières (procédures de mise en place de la CTRA nous privant de la séance de février et réorganisation des procédures financières), l'année a été marquée par un retard de près d'un mois en matière de lancement des intentions de subvention auprès des responsables d'opérations de recherche programmée. Le présent volume témoigne du fait que grâce au grand professionnalisme des équipes qui sont parvenues à rattraper ce retard, cela fut sans conséquence sur la faisabilité de ces opérations.

Par ailleurs, l'année 2017 fut aussi celle d'une transformation majeure dans les modalités de travail quotidiennes du service : l'arrivée de l'application métier ARP. Tous les agents ont suivi ensemble une formation adaptée sur chacun des sites. Néanmoins, cette préparation et les modalités d'accompagnement ultérieures pourtant réelles n'ont pas empêché les difficultés fortes liées à la pratique d'un outil de travail incontournable mais nouveau, souvent complexe, encore en cours de stabilisation, présentant des modalités de récupération des anciens dossiers parfois inégales et impliquant une chaîne de travail différente de celle jusqu'alors mise en œuvre. Espéré comme venant favoriser l'homogénéisation facilitée des pratiques dans une région récemment fusionnée, dans les premiers mois, ce ne fut en réalité qu'une complexité accrue à maîtriser, venant se rajouter aux changements structurels déjà vécus.

Enfin, autre « nouveauté » et non des moindres, le décret n° 2017-925 du 9 mai 2017 relatif aux procédures administratives en matière d'archéologie préventive et aux régimes de propriété des biens archéologiques, est entré en application de la Loi Liberté Création Architecture et Patrimoine du 7 Juillet 2016. Les modifications importantes introduites par cette loi ont déjà été exposées dans le préambule du BSR édition 2016. Il sera donc rappelé que le dispositif dit « d'analyse préalable des offres », dans le cadre

de l'instruction des dossiers d'archéologie préventive qui vient renforcer le contrôle de l'Etat en amont de la réalisation des opérations de fouilles, a donc été systématiquement appliqué à la parution du décret. Cette nouveauté réglementairement introduite a pu bénéficier toutefois des expériences de travail que le SRA N-A avait su mettre en œuvre dans le cadre des mesures transitoires prévues dès la rentrée de septembre 2016. L'année 2017 a donc permis de renforcer cette expérience et les compétences requises pour cet exercice complexe. En effet, ce positionnement de l'Etat à cette étape concurrentielle des marchés de fouilles est bien sûr extrêmement délicat d'un point de vue juridique, réglementaire, formel, au-delà même de la seule analyse scientifique des projets d'intervention soumis. Cela implique un savoir-faire administratif et scientifique ainsi qu'un temps de réalisation des plus conséquents. Cela apparaît - et souhaitons qu'une analyse sur un temps plus long permettra de le démontrer mieux - comme une avancée positive pour la qualité des opérations de fouilles préventives.

Ces mobilités de personnel récurrentes, ces transformations des « outils-métier », ces amplifications de missions, impliquent de reposer sans cesse les questions d'organisation du SRA à l'échelle régionale, organisation qui devient donc le défi du quotidien. La fin d'année 2017 était ainsi marquée déjà, dans la continuité de 2016 par le recours sur les sites à des charges de centralisation :

- secrétariat de la CTRA assurée à Bordeaux, par Florence Montferrand et Sylvaine Harvengt ;
- charge de coordination à Bordeaux assurée par Christine Raucoule en matière de secrétariat administratif du SRA N-A, de par ses fonctions d'assistante de la CRA, du CRA-adjoint du site (et de responsable de l'édition du BSR de surcroît) ;
- enregistrements de la redevance d'archéologie préventive pour les trois sites (niveau logiciel métier) faite par Sylvie Renaux (site de Bordeaux) ;
- centralisation de l'organisation de la gestion financière Action 9, en réponse aux demandes de réorganisation intra-DRAC, auprès de Rodolphe Brière à Limoges et travail en réseau avec Patricia Decoux et Sylvaine Harvengt, gestionnaires financières sur sites. Le montage des marchés publics pour le SRA est aussi centralisé sur ce site et auprès de cet agent ;
- charge de centralisation également à Limoges pour ce qui relève de la représentation de la conservatrice régionale de l'archéologie, dans les commissions patrimoniales CRPA et délégation

<sup>1</sup> La région Occitanie est considérée dans sa globalité, avec l'ex région Languedoc-Roussillon, laquelle était auparavant incluse dans la CTRA Sud-Est.

<sup>2</sup> LA CTRA en 2017 a examiné 426 dossiers sur 22 jours de séance, ce qui en fait de loin la CTRA la plus importante de tout le territoire national alors que les possibilités de fonctionnement deviennent d'années en années de plus en plus complexes (difficultés de recrutement des rapporteurs au regard de l'énorme charge de travail induite principalement, mais aussi questions plus logistiques ou financières). Nous renvoyons au Bilan 2017 des CTRA produit pour la première fois sous ce format nouveau et téléchargeable à l'adresse suivante : <https://www.culture.gouv.fr/Sites-thematiques/Archeologie/Actualites/Bilan-2017-des-Commissions-territoriales-de-la-recherche-archeologique>.

permanente, qui est assurée en raison de son expertise scientifique, par Hélène Mousset ce qui induit une chaîne de travail spécifique : sur les sites, et sous le contrôle des CRA-adjoints, les avis sont préparés et remontés ensuite à Hélène Mousset qui peut aussi au besoin assurer un accompagnement dans la préparation des avis.

Les répartitions évoquées ici viennent compléter celles du pilotage ou de la coordination de thématiques scientifiques transversales déjà mises en œuvre en 2016, principalement sur la question de l'archéologie subaquatique et de la continuité écologique des cours d'eau à Poitiers. Sur ce sujet, grâce à la coordination de ces questions assurées par Jean-François Mariotti avec la collaboration de Fabien Loubignac, site de Poitiers, Raphaël Gestreau, site de Bordeaux, et Olivier Bigot pour les questions de géomatique, l'année 2017 a ainsi permis :

- de mettre en œuvre les documents hyperbares homogénéisés et applicables à la totalité de la région N-A,

- d'élaborer une note méthodologique de référence sur le traitement de la question de la continuité écologique des cours d'eau.

Ainsi, ces dispositions nouvelles mises en place dès 2016, puis 2017, ont vocation à venir créer à la fois un

SRA plus unifié pour travailler autrement, en prenant en compte la globalité des enjeux sur le territoire ; mais cela ne peut-être qu'un processus évolutif sur le temps long, alors que, comme chacun sait l'exigence est aussi de répondre à la conduite des missions qui se déroulent dans les temps souvent courts des impératifs réglementaires.

Cet équilibre entre gestion du quotidien et temps de réflexion conséquent sur l'adaptation du service aux nouveaux enjeux structurels, territoriaux et scientifiques est une incitation complexe à laquelle nous devons collégialement faire face, dans cette région où l'importance du potentiel archéologique, scientifique, patrimonial, unanimement reconnue et salué entraîne une très intense activité.

Ainsi, ce bilan scientifique régional de l'année 2017 offre dans le cadre de la maquette telle que révisée l'année dernière, l'opportunité de mesurer cette intense activité, de voir l'intérêt majeur de son apport qui vient essaimer dans tous les territoires, de constater son importance au regard de la connaissance fondamentale ainsi constituée.

Nathalie Fourment,  
Conservatrice régionale de l'archéologie  
Nouvelle-Aquitaine

**Bilan, résultats notables  
de la recherche archéologique****2 0 1 7**

Sont présentés ici de manière synthétique les principaux résultats des recherches archéologiques préventives et programmées sur le territoire de la Nouvelle-Aquitaine en 2017.

L'ordre de présentation retenu reprend celui des périmètres des trois anciennes régions.

Ainsi, dans un souci de représentation des territoires et d'expression des conservateurs régionaux de l'archéologie adjoints, responsables au quotidien de la mise en oeuvre de ces recherches, la parole leur est donnée !

Des réflexions plus transversales, à l'échelle régionale, sont toutefois exposées ensuite.

**Site de Bordeaux, par *Gérald Migeon*,  
conservateur régional adjoint**

L'activité archéologique dans l'ancienne Aquitaine est en hausse constante, depuis 2014, quant au nombre de prescriptions émises en archéologie préventive (entre 10 et 15 % de plus chaque année). Les prescriptions de diagnostics ont été au nombre de 153 et les fouilles préventives au nombre de 65 ; les modifications de projet au nombre de 5. Les fouilles préventives, consistent en grande partie, en des surveillances de travaux d'assainissement dans les centres-villes anciens ou sont consacrées à des études sur des édifices remarquables, protégés ou non.

Quarante et une autorisations d'opérations programmées qui concernent principalement des sites déjà connus depuis des années, ont été délivrées : prospections thématiques ou prospections-inventaires (rares), sondages, fouilles, relevés d'art rupestre, relevés d'archéologie du bâti, projet collectif de recherche, études de mobilier, etc.

**Répartition régionale des opérations  
d'archéologie**

Les vallées du département de la Dordogne, celles du Lot, de la Garonne, de l'Adour et des autres gaves des Pyrénées, demeurent les secteurs les plus actifs, pour l'archéologie préventive, avec l'agglomération bordelaise et l'Entre-deux-Mers.

La Dordogne, par ses sites préhistoriques et médiévaux, et la Gironde, par la vitalité de l'agglomération bordelaise et de sa zone d'influence réalisent les deux tiers de l'activité archéologique.

En Gironde, le Médoc n'a pas connu d'activité archéologique ; le nord du département, aux confins de la Dordogne, ainsi que le sud contigu avec les Landes, sont aussi assez peu actifs.

En revanche, l'Entre-deux-Mers, l'agglomération bordelaise et le bassin d'Arcachon ont été l'objet de nombreux diagnostics et de fouilles importantes en archéologie préventive, mettant au jour des vestiges allant essentiellement de l'antiquité à l'époque moderne.

Dans les Landes, l'activité en archéologie préventive est concentrée autour de Dax, de Mont-de-Marsan et de la vallée de l'Adour.

Dans le Lot-et-Garonne, les nombreux chantiers d'opération préventive touchent principalement les bourgs anciens et les grands aménagements (ZAC, carrières, en particulier).

Dans les Pyrénées-Atlantiques, l'activité en archéologie préventive liée aux aménagements contemporains est complémentaire du point de vue géographique, des fouilles programmées localisées dans des abris ou grottes, et/ou en zones montagnarde ou agricole.

**Répartition des opérations par grandes  
périodes**

À tout seigneur, tout honneur, **les fouilles paléolithiques en Dordogne et dans les Pyrénées**, avec, en particulier, de nombreuses reprises d'études sur des sites majeurs ou éponymes.

L'importance des sites des vallées de la Dronne, de la Vézère et de la Dordogne, le dynamisme de la recherche en Préhistoire avec la présence de chercheurs de plusieurs laboratoires renommés (PACEA de Bordeaux, Muséum national d'histoire naturelle de Paris, TRACES de Toulouse) et la nécessité de travaux collectifs, ont conduit à la mise en place de projets collectifs de recherches (PCR) de grande qualité. Citons ceux sur « l'Archéologie des sites ornés de Dordogne : cadre conceptuel, potentiels

et réalité : bilan des ressources documentaires (publications, mobilier archéologique, archives », « le Laborien en Aquitaine », la « Grotte de Cussac », les « Peuplements et cultures à la fin du Tardiglaciaire dans le nord du Périgord, entre Dronne et Tardoire », et enfin le « Réseau de lithothèques en Nouvelle Aquitaine ».

D'autres études de sites paléolithiques apportent des données complémentaires à une meilleure connaissance du Paléolithique renommé de la Dordogne comme celles menées « Au Fourneau du Diable » à Bouteilles, dans « l'Abri Cro Magnon », « l'Abri du Poisson », « l'Abri des Marseilles », à Laugerie-Basse, tous les trois situés aux Eyzies-de-Tayac, les sites de « La Ferrassie » à Savignac de Miremont, dans les grottes de « Combe Grenal » et de « Saint-Front » à Domme, au « Pech de l'Azé IV » à Carsac, au « Moustier » à Saint-Léon sur Vézère, au « Régourdou » à Montignac, ainsi que les sites de « Rochereil », à Grand-Brassac, de la « Mairie » à Teyjat, de la « Font-Bargeix » à Champeaux et la « Chapelle Pommier » et de « Fronsac » à Vieux-Mareuil, du Sorcier à Saint Cirq, du « Mammouth » à Domme, et de la « Balutie » à Montignac.

L'archéologie préventive apporte aussi des données inédites à la connaissance de la préhistoire de Dordogne et des Landes. Ainsi, après des fouilles préventives déjà réalisées, une demande d'aide à la préparation d'une publication sur le site solutréen du Landry a été aidée. Et des fouilles préventives très prometteuses ont eu lieu au lieu-dit les Arbrisseaux à Thenon, en Dordogne également. Des vestiges lithiques du Paléolithique supérieur et moyen à Rivière-Saas-et-Gourby, ont été mis au jour, ainsi qu'un galet gravé à Brassempouy,

**Les périodes néolithiques et protohistoriques** sont les parents pauvres de l'archéologie en Aquitaine. Mais, trois équipes, en Dordogne, dans les Landes et dans les Pyrénées ont lancé des programmes prometteurs pour les périodes Néolithiques, et des Âges du Bronze et du Fer. De plus, un travail de fond est en cours, avec l'équipe du PCR Fortipolis, qui inventorie les sites de hauteur daté de l'Âge du Bronze et à l'Âge du Fer, du sud de l'Aquitaine.

**Les opérations programmées sur des sites protohistoriques** se résument, en Dordogne, aux études du site ouvert de hauteur de La Peyrouse à Saint Félix de Villadeix (daté de La Tène et des débuts de l'Antiquité gallo-romaine) et dans la vallée de la Dronne et de l'Isle, réalisées de manière active, professionnelle et passionnée par les membres de l'ADRAH, emmenés par Christian Chevillot.

Le chantier-école de Geloux, dans les Landes, prévu pour une durée de trois ans et dirigé par Stéphane Rottier, anthropo-thanatologue de PACEA a bien débuté ; et les étudiants de master 1 de l'université de Bordeaux I se formeront ainsi à la fouille et l'étude des sépultures de l'Âge du Fer.

En archéologie préventive, dans les Landes, des occupations allant du Néolithique au Moyen Âge sous le futur village Alzheimer de Dax, et sur le projet de technopôle des Indes de Maouhum et Bidalot à Haut-Mauco, des occupations de l'Âge du Bronze au Moyen Âge à Mazerolle, Beaussiet, et à Ousse-Suzan, et des occupations protohistoriques sur le projet de la mise à 2 x 3 voies de l'A. 63 à Ondres et Saint-Geours de Marennes, viennent apporter des données précieuses sur ces périodes mal connues.

Près d'Agen, les fouilles préventives sur l'emprise de la future Technopole « Agen Garonne », aux lieux-dits Faurat et Montplaisir ont mis au jour de nombreux indices archéologiques datés de l'époque protohistorique au Moyen Âge, inédits quant aux occupations du terroir sur une longue durée.

Après deux années de préparation, un PCR sur les « Structures dolméniques et territoires dans les Pyrénées nord-occidentales (vallée de Mendive, en Aquitaine, et plateau de Ger en Occitanie) » a commencé en 2017, sous la conduite de Pablo Marticorena, épaulé par Vincent Ard. Le site de Gasteenia a été sondé et paraît prometteur, ainsi que celui d'Armiague.

Et à Arudy, les sites de la grotte néolithique Boredela 3, avec la présence de jeunes enfants et fœtus ; dans l'abri du Poeymaü 2, des dépôts funéraires datés de l'Âge du Bronze ont été sondés par Patrick Dumontier et son équipe de bénévoles

**L'archéologie antique gallo-romaine** est active dans quelques sites : agglomération secondaire des Olivoux. Montignac-Chambon, étudiée par Vanessa Elizagoyen, villes de Périgueux, Bordeaux, Villeneuve-sur-Lot, Bayonne, et Oloron-Sainte-Marie, en archéologie préventive.

Les prospections sur les campagnes antiques dirigées par Catherine Petit-Aupert, celle du site de la Prairie de Millet à Coutras, par Raphaël Suso, étudiant de master2, et celles de Thierry Mauduit sur le site d'Isle Saint-Georges, constituent les autres apports à l'archéologie girondine antique.

A Villeneuve-sur-Lot, les diagnostics induits par les projets de construction aux lieux-dits Anglade, Monplaisir, Rouquette (trois), Ressigué-Haut, tous situés sur des vestiges antiques plus ou moins avérés, ont été positifs et seront suivis de fouilles préventives. Signalons, lors du diagnostic d'Anglade, la découverte d'un pilum et de deux glaives lors du diagnostic

**L'archéologie médiévale** est en plein essor, grâce à une prise en compte des suivis d'aménagement de centres-villes et de bourgs, et des nombreuses restaurations de châteaux, monastères et autres édifices protégés ou non au titre des Monuments historiques.

Citons pour l'exemple, quelques études programmées, de mottes castrales (Cabanac), de châteaux (Domme, Villandraut), d'églises ou monastères (Abbaye de Chancelade, Cathédrale Saint-

Front de Périgueux, Couvent des Cordeliers de Saint-Émilion, église de Gironde-sur-Dropt, Sainte-Quitterie d'Aire-sur-Adour, d'espaces funéraires (La Madeleine à Saint-Émilion, Place Roumégous à Gradignan, îlot Castéja à Bordeaux).

Les diagnostics, réalisés par l'INRAP, en Gironde (hormis les 28 communes de Bordeaux-Métropole traitées à part), ont été très nombreux.

Citons celui de La Rivière, révélant une occupation gallo-romaine rurale antique, à Saint-Émilion, ceux de l'édifice médiéval de l'Impasse Cardinal (futur hôtel), des douves proches du presbytère, du moulin du Palat ; ceux des sites d'extraction d'argile médiévaux du Tioulet et du Blayet à Sadirac, les quatre réalisés à La Teste-de-Buch, en vue de cerner le territoire de la ville médiévale. D'autres ont mis au jour des vestiges des remparts et des quais médiévaux et modernes de la Garonne à Langon, des sépultures médiévales à Saint-André-de-Cubzac, des jardins modernes à la Chartreuse de Bomâle à Saint-Denis-de-Pile, quatre sépultures non datées devant l'église de Saint-Symphorien, quelques indices antiques et du Haut Moyen Âge (VIIIe -Xe siècle) à Samonac, et des niveaux de remblais et un sol d'époque moderne près de l'église de Val-de-Virvée.

Ainsi, nombre d'occupations diverses, allant de l'antiquité à l'époque moderne ont été enregistrées et alimentent notre connaissance des populations anciennes de Gironde, depuis 2000 ans, comme les données acquises lors des fouilles préventives d'un établissement gallo-romain à Carignan de Bordeaux, de la Bastide de Blaignac, ou l'étude du bâti moderne de l'édifice de la Place de la République à Gironde-sur-Dropt.

Les opérations d'archéologie programmées en archéologie médiévale et moderne se développent en Gironde ; citons quelques-unes, remarquables par les méthodologies mises en œuvre.

Sur le site de La Madeleine, à Saint-Émilion, la quatrième campagne de fouille menée par Natacha Sauvatre, a confirmé le potentiel exceptionnel de ce site quant à l'étude des caveaux-pourrissoirs médiévaux.

A Cabanac et Villagrains, le chantier de fouilles du site des mottes de Cabanac a débuté, combiné à une prospection thématique sur les mottes du pays de Ségur ; le tout est dirigé par une jeune archéologue, Laura Soulard, de l'association Adichats. Et un projet de valorisation par la Mairie, est en cours de réflexion.

A Monségur, des études documentaires sont venues compléter les sondages réalisés précédemment, dans le cadre de la thèse de doctorat sur l'implantation des premières églises en Aquitaine, préparée par Christelle Ehrhardt. A Langoiran aussi, des études sur le castéra ont été menées par Sylvie Faravel, de l'université Bordeaux-Montaigne, après des années de travaux de terrain.

Dans le Lot-et-Garonne, les diagnostics, tous réalisés par l'Inrap, précédant les aménagements de

centres bourgs ont permis comme ceux du terrain du futur magasin « H et M » dans le centre-ville d'Agen, du centre de Monflanquin, de la future salle communale de Saint-Martin-de-Villaréal, de la rue des Ecoles à Grateloup-Saint-Gayrand, de l'église du Mas d'Agenais, de l'esplanade de l'église Saint-Martin où plus de 200 sépultures ont été retrouvées, et de la Place Castelvielh, toutes les deux situées à Sainte-Livrade, du centre de loisirs de Monheurt, et enfin les places du 14 juillet, Espiau et Clemenceau d'Aiguillon, de conserver par l'étude les vestiges médiévaux, qui allaient être détruits, ou de prescrire des fouilles préventives.

Dans les Pyrénées-Atlantiques, les principaux diagnostics ont porté sur la ZAC des Landes de Dubuscoa à Villefranque, les remparts de Lescar, le rempart antique de Bayonne, aménagé au Moyen Âge ; à Orthez, deux opérations ont permis de mieux connaître les contextes médiévaux et modernes du centre-ville, mais la découverte inédite et originale est celle de 26 individus inhumés ensemble, et décédés très probablement lors de la bataille du 27 février 1814, entre les troupes de Soult et de Wellington.

En archéologie programmée, la troisième année de sondages du château à motte d'Osserrain-La Taillade a révélé tout le potentiel de ce premier château, mais l'occupation primitive n'a pu être datée. Pour la maison forte de Laramendia à Juxué, les datations dendrochronologiques ont daté précisément les occupations allant du XI<sup>e</sup> au XVII<sup>e</sup> siècle.

Signalons en parallèle de certaines études de monuments tardo-antiques et médiévaux, le programme de datation par luminescence optiquement stimulée (OSL) de l'IRAMAT.

À Saint Seurin, à Bordeaux, des prélèvements de mortier ont été effectués pour des datations OSL mono-grain ; cette méthode tout à fait inédite développée dans le cadre du projet Région ModAq sous la direction de Pierre Guibert, permet d'améliorer les datations de sites situés entre le IV<sup>e</sup> et le XII<sup>e</sup> siècle de notre ère.

La crypte archéologique de Sainte-Quitterie à Aire-sur-l'Adour a, elle aussi été datée par OSL, qui a réalisé l'étude de plus de 8000 grains de quartz pour évaluer l'occupation la plus ancienne autour des IV<sup>e</sup>-Ve siècles.

**En archéologie subaquatique**, félicitons-nous des programmes en cours ou initiés dans le lac de Sanguinet, sur l'Adour à Dax, sur l'Isle qui attestent d'un renouveau actif de cette discipline en Aquitaine. Dans les Landes, les prospections bus-aquatiques des sites de Pontonx -sur-l'Adour, avec la mise au jour d'un chaland monoxyle par Gilles Kerlorc'h, celle des berges de l'Adour, par Philippe Calmettes et celles du lac de Sanguinet, par l'équipe du CRESS témoignent d'une activité toujours soutenue.

Les sondages **dans les sites miniers** antiques de Méhatzé à Banca, à la frontière avec la Navarre, ont apporté des précisions sur la datation du site minier

antique de Mehatze, plutôt occupé au premier siècle après JC. Les recherches documentaires préliminaires sur le double haut-fourneau de la Forge Neuve moderne de Javerlhac, menées par les associations CPIE de Varaignes, « Fer-Feu-Forges » d'Etouars et « La Route des tonneaux et des canons » sont à signaler.

Enfin l'archéologie englobant aussi **les périodes contemporaines**, avec cette année, lors d'opérations d'archéologie préventive, l'étude du dépotoir, daté du XIXe siècle, de la Manufacture D. Johnston/J. Vieillard et fils à Bordeaux. Et celle d'un ouvrage de défense datée de la deuxième guerre mondiale à Orthez, Place Saint Pierre. N'oublions pas les prospections liées à la recherche d'épaves d'aéronefs datant de la deuxième guerre mondiale, dans trois communes des Landes et des Pyrénées-Atlantiques.

Et terminons par l'étude du pastoralisme montagnard pyrénéo-navarrien ancien continue dans le massif d'Urkulu grâce à une équipe de bénévoles passionnés, emmenés par Eric Dupré.

### **Les partenaires du SRA**

**Le service archéologique de Dordogne** a réalisé des opérations importantes de diagnostic, citons celui du contournement de Saint-Aulaye, attestant des occupations de l'Âge du Bronze et modernes, de la route du Cerf à Notre-Dame de Sanilhac, des occupations néolithiques et de la future piscine de Boulazac Isle Manoire, avec des occupations paléolithiques et néolithiques ; la grande majorité des diagnostics de Dordogne étant réalisé par l'inrap. Le SAD a aussi réalisé l'étude de la grotte de la Tour Blanche par le SAD, en vue de la mise en place d'un abri.

Les principales fouilles préventives, celles de Saint-Cernin à Saint Laurent des Vignes et de la chaufferie de Périgueux, ont mis au jour des vestiges antiques. Ils sont tout à fait remarquables, fours pour le premier site ; représentation priapique et bassin pour Périgueux.

Dans les Landes, l'année 2017 fut celle de l'achèvement de l'opération d'évaluation de l'abri magdalénien du Grand Pastou à Sorde-l'abbaye, qui permettra de comparer les occupations à celles des

## **Site de Limoges, par Hélène Mousset, conservatrice régionale adjointe**

### **Archéologie préventive**

L'année 2017 a été une année paradoxale pour l'archéologie préventive en Limousin, en particulier au second semestre. Les dossiers reçus ont été en augmentation et les prescriptions de diagnostics et de fouilles ont suivi ce mouvement. Néanmoins, les opérations réalisées dessinent un creux sensible par rapport aux autres années, à la fois précédentes et suivantes. Peut-être faut-il y voir l'effet à retardement de l'année 2016 où le regroupement dans une nouvelle

abris Duruthy et Dufaure et de la grotte Bourouilla à Arancou, dans les Pyrénées-Atlantiques proches.

Les sites préhistoriques d'Isturitz-Oxocelhaya, à Saint-Martin d'Arberoué et de la grotte Tastet à Sainte-Colome continuent d'être étudiés par des équipes pluri-disciplinaires de chercheurs confirmés.

Un nouveau projet a été initié sur la reprise des travaux dans la mythique grotte de Gatzarria, à Bas-Sassandra porté par Marianne Deschamps, jeune chercheuse prometteuse.

### **Le centre d'archéologie préventive de Bordeaux Métropole**

Les diagnostics constituent une partie importante des opérations archéologiques réalisées par le CAP de BM, créé en 2013.

Citons ceux de la ZAC Garonne-Eiffel dans la bastide, rive droite qui ont mis au jour, des vestiges allant du Néolithique à l'époque contemporaine ; d'autres à Carbon Blanc, des occupations datées de la fin du 1er siècle après J.-C. à l'époque contemporaine et celui de Villenave d'Ornon, les vestiges de l'aqueduc antique.

D'autres diagnostics n'ont livré que très peu de vestiges anciens ou bien conservés comme à Bassens, Bègles, Gradignan, la ZAC de Pessac Ilôt8A, Lormont, Mérignac, etc. Au Haillan, lors du diagnostic du parking-relais du Tram, un tesson de céramique campanienne A issu d'une fosse au nord du terrain a été trouvé ainsi que des vestiges d'une occupation rurale du haut-Empire. Les opérations préventives de la Place Roumégous à Gradignan où plus de 1000 sépultures antiques, médiévales et modernes ont été fouillées, celles de la ZAC du centre-ville de Mérignac, de la rue Sainte-Colombe à Bordeaux, ont aussi bien occupé les archéologues bordelais.

À Bordeaux, les fouilles préventives du site de Castéja, menées par l'entreprise Hadès ont mis au jour plus de 700 sépultures antiques, médiévales et modernes. Celles du Pas de L'Âne à Mérignac, des occupations médiévales et modernes rurales, et celles du site de Geneste à Villenave d'Ornon, des occupations allant de l'antiquité à la période moderne.

grande région fut marqué en Limousin par une période attentiste et peu dynamique. C'est d'ailleurs surtout le nombre de diagnostics, donc des nouveaux projets, qui a marqué le pas. Les fouilles ont conservé un niveau plus habituel, avec cinq fouilles préventives, qui ont porté sur un secteur urbain d'Augustoritum (Limoges), un sanctuaire antique de limite de la même ville, deux églises et leur cimetière, enfin les aménagements périphériques d'une ville moyenne (Rochechouart).

Ces fouilles ont apporté des éléments de connaissance nouveaux et divers. Pour Limoges, les deux fouilles livrent des informations importantes pour la connaissance de la topographie urbaine dans l'Antiquité. Des opérations proches d'églises,

on retiendra, à Magnat-l'Etrange, une architecture à absidioles qui a été réduite par la suite à une simple nef, et des marquages de tombes médiévales à la fois horizontaux et verticaux restés en place, indices rares de la gestion d'un cimetière médiéval. Aborder les boulevards, au-devant des remparts médiévaux de Rochechouart, a permis de montrer les évolutions souvent rapides de ces espaces, qui sont occupés par l'expansion urbaine, puis sont repris à l'habitat, à l'artisanat et au commerce pour réassurer les défenses de la ville à chaque menace de conflit.

Quatre diagnostics ont donné lieu depuis à prescription de fouille. D'autres menés de manière anticipée, sont toujours en attente de la confirmation du projet (oct. 2019).

### **Archéologie programmée**

Une part importante de l'activité du service en Limousin relève de l'archéologie programmée. Sept opérations s'inscrivent dans des projets de longue haleine, les autres relevant d'interventions plus ponctuelles sur un ou plusieurs sites. Cette démarche apparemment plus pointilliste n'exclut toutefois nullement une perspective de recherche plus large.

**En Préhistoire**, deux opérations seulement ont eu lieu, toutes les deux dans le bassin de Brive : Bouyssonnie et Noailles. Le matériel recueilli à Bouyssonnie est extrêmement abondant et fournit déjà différents sujets d'études. La Protohistoire est malheureusement inexistante.

**Pour l'Antiquité**, on compte sept opérations, qui relèvent principalement de deux thèmes : le peuplement et l'habitat de la moyenne montagne (Saint-Rémy, Saint-Fréjoux, Faux-la-Montagne) et les agglomérations secondaires (Ahun et opération interdépartementale). Ces recherches ont été réunies

### **Site de Poitiers, par Gwénaëlle Marchet-Legendre, conservatrice régionale adjointe**

En 2017, une attention particulière a été portée aux résultats apportés pour la période médiévale. Des opérations d'envergure, en centre urbain et prescrites dans le cadre d'aménagement de transports en commun, ont permis de préciser l'organisation des villes médiévales de Poitiers et d'Angoulême.

Le diagnostic réalisé à Angoulême a permis de définir le tissu urbain antérieur au château médiéval et celui présent aux abords du château dès le XIII<sup>e</sup> siècle. Mais l'une des découvertes les plus importantes de l'année 2017 a été celle faite au cours de l'opération réalisée dans le cadre d'une étude préalable à la restauration au titre des Monuments Historiques de l'église abbatiale de Saint Amant de Boixe (16). L'intervention a permis de réinterpréter deux enfeus qui correspondent en

et structurées en deux projets collectifs de recherche (PCR) en 2018. La fouille de fours de potier à Masseret s'inscrit dans le cadre d'une thèse de doctorat sur « Les céramiques du Haut-Empire dans le sud de la Cité des Lémovices : productions, échanges et culture matérielle » (Université de Clermont-Ferrand, dir. Catherine Breniquet et Claude Raynaud). Enfin, l'opération de Cujasseix est une reprise documentaire d'une fouille ancienne en vue de publication.

**Le Moyen Âge** domine nettement avec treize opérations qui relèvent de différents axes de recherche : l'habitat élitare (Saint-Dizier-Leyrenne, Saint-Geniez-ô-Merle, Malemort, Ségur-le-Château), les sanctuaires chrétiens (Janailhat, Saint-Cirgues-la-Loutre et plus particulièrement en raison de l'ampleur des recherches pluriannuelles, l'église Saint-Hilaire de Moutier-Rozeille, l'abbaye mère de Grandmont et le prieuré du Saint-Sépulcre de Lavinadière).

Une mention particulière doit être faite pour des études d'ensembles ruraux, trop rares dans la programmation : le village de Carbonnière à Goulles et les logis et grange ovalaire de la Rivière à Saint-Eloy-les-Tuileries.

En l'absence d'université et de laboratoire d'archéologie à Limoges, les responsables sont issus d'universités diverses (Rennes, Amiens, Dijon, Clermont-Ferrand, Tours), de l'INRAP, d'entreprises privées (notamment Evéha au plus près de son siège), mais surtout de bénévoles et d'agents du Ministère de la Culture qui participent activement aux recherches archéologiques en Limousin. Cependant, il est regrettable que les prospections, indispensables à la carte archéologique et à la pertinence de l'archéologie préventive et programmée, ne soient pas plus nombreuses et le service devra se mobiliser pour relever ces investigations.

réalité à une piscine liturgique monumentale avec crédence, surmontée d'un gable triangulaire culminant à plus de 7 m. Aucune comparaison n'est connue à ce jour à l'échelle nationale.

L'intervention réalisée au sein de l'Abbaye de Châtres à Saint-Brice (16), dans l'intégralité du site monastique médiéval, a permis d'appréhender l'organisation générale de l'abbaye bien au-delà des limites claustrales. Ces dernières opérations soulignent le fort potentiel des interventions en lien avec les études préalables nécessaires aux restaurations des monuments historiques.

Les résultats acquis dans le cadre sur le Châtelet du château médiéval de Jonzac (17), mais également ceux obtenus à Saintes (17) sur l'Hôtel Bremond d'Ars pour la période moderne, ou sur l'amphithéâtre pour la période antique peuvent compléter les exemples fournis par les opérations réalisées en Charente, en Vienne, en Deux-Sèvres dans ce domaine. Ces études préalables sont des occasions uniques d'actualiser

les connaissances archéologiques sur des édifices majeurs de la région ; l'opération menée sur l'Eglise Saint-Jean de Montierneuf à Poitiers (86) en est l'illustration parfaite.

Les potentiels d'études archéologiques pour la **période Protohistorique** peuvent également être soulignés pour le Poitou-Charentes, au regard des résultats de nombreux diagnostics et fouilles. La fouille de la ZAC Plaisance à Barbezieux (16) portant sur l'étude d'un enclos de l'Âge du Bronze invite à réexaminer les corpus céramiques du site des Petits Clairons, à en reprendre l'ensemble de la documentation depuis les années 1990, et à réactualiser la connaissance d'un site déjà bien connu, mais au très fort potentiel.

Celui du site de **l'Âge du Bronze ancien** de L'Isle d'Espagnac près d'Angoulême (16) démontre la nécessité d'étudier de manière très approfondie la périphérie de l'actuelle ville d'Angoulême. Pour l'Âge du Bronze, nous pourrions citer également le potentiel de sites comme celui de Châtelailon-Plage (17).

**L'Âge du Fer** n'est pas en reste : les études menées à L'Houmeau-Maillezais (17) mettent en exergue l'épicentre d'un établissement rural gaulois (type ferme indigène) de la fin de La Tène D2b.

Les interventions menées en 2017 à Pons (17) ont permis de définir les modalités d'occupation d'un habitat groupé du second Âge du Fer, et de définir pour la première fois l'organisation de l'habitat au sein de l'oppidum de Pons, capitale des Santons durant La Tène.

**Pour la période antique**, les résultats les plus intéressants ont été ceux de deux opérations : l'une relevant de la reprise de l'étude d'un site déjà bien connu, le sanctuaire des Bouchauds (16), l'autre relevant d'une opération d'archéologie subaquatique permettant, également, de reprendre les données sur un site anciennement étudié, celui du Vieux Poitiers à Naintré, Les Berthons (86).

Cette dernière opération constitue un dossier très prometteur. Les résultats acquis par l'équipe de Morgane Cayre permettent de définir les modalités d'une occupation portuaire au sein d'une agglomération protohistorique et antique majeure.

En Deux-Sèvres, **pour la fin de l'antiquité et le Haut Moyen-Âge**, les résultats du diagnostic mené à Faye-sur-Ardin, mettant en évidence un atelier de potier du VI<sup>e</sup> siècle en milieu rural, sont à noter. En effet, seulement deux sites similaires sont connus pour cette période à l'échelle régionale et moins de dix sites semblables sont recensés à l'échelle nationale.

Le développement de la revitalisation des centres-bourgs induit un nombre important d'opérations archéologiques, en centre urbain, pouvant paraître ingrates.

Toutefois, les résultats présentés dans les notices faisant l'objet de ce BSR 2017 soulignent combien ces opérations apportent des informations précieuses dans des zones parfois mal connues, et sont sources de résultats inédits tant liés au développement des bourgs qu'à la gestion des espaces funéraires en contexte non-paroissial. Le site de Saint-Rémy (79) ou celui des Mathes, place des Halles (17) pour la période protohistorique en sont les exemples les plus frappants.

Les diagnostics et fouilles issus de la rénovation de l'assainissement des pourtours d'églises soulignent également le potentiel, en termes de résultats, de ces petites opérations. Elles soulèvent de nombreuses questions inédites liées à la topographie prieurale, la gestion funéraire, la topographie défensive, et la vie quotidienne, même si les informations sont largement incomplètes.

La série d'opérations menées en Charente-Maritime, sur les églises d'Ars-en-Ré, Chambon, Champagnolles, Chepniers, Vaux-sur-Mer, Forges, Marennes ou Villars-les-Bois constitue un panel de références.

Les petites opérations de suivis de travaux sont aussi très précieuses en termes d'apports de connaissance archéologique, comme en témoignent celles menées à Chassenon, au sein des thermes de Longeas (16).

Quelques opérations soulignent des nouveautés dans les champs d'action de l'archéologie préventive. La prescription d'un diagnostic sur le paysage agraire de la ZAC du Planty à Chauvigny (86) en est un symbole fort. Cette intervention a permis de mettre en perspective un terroir médiéval et moderne caractéristique des zones vinifères du pays chauvinois, avec un parcellaire fossilisé, l'un des derniers subsistant encore à ce jour dans le paysage actuel.

Le service régional de l'archéologie Nouvelle-Aquitaine, au sein du site de Poitiers, a eu à cœur en 2017 de soutenir la formation des futurs archéologues, plus spécialement dans le domaine de l'archéologie médiévale et du bâti. Il a ainsi confié des opérations d'archéologie programmée à de jeunes archéologues en formation (masterants et doctorants) rattachés au CESCUM- Université de Poitiers. L'étude menée sur la Tour de Gannes à Vellèches (86) en est la parfaite illustration.

Enfin, le SRA site de Poitiers continue d'affirmer sa très forte expertise dans le domaine de l'archéologie subaquatique.

Le nombre d'opérations soutenues et suivies par le service est important. Les agents du SRA, par le biais de la cellule subaquatique centralisée sur le site de Poitiers, y sont fortement impliqués, reflétant ainsi la capacité des services de l'Etat à être également des acteurs moteurs et majeurs sur le terrain.

Il convient en premier lieu de rappeler que si toutes les opérations, mentionnées par les CRA-adjoints et toutes celles qui sont présentées dans les pages qui suivent se mettent en œuvre, c'est évidemment dans le cadre d'un travail en partenariat avec les institutions plurielles en présence.

■ **Le SRA Nouvelle-Aquitaine et ses partenaires archéologiques institutionnels**

Il est important de rappeler l'importance de ce maillage partenarial car la structuration de ces relations a aussi été repensée à l'échelle de la région nouvelle.

Dans la suite logique de la loi LCAP, qui positionne plus fortement encore le statut et le rôle des services anciennement « agréés » mais à présent « habilités » de collectivité territoriale, il est apparu essentiel de réunir collectivement ceux de la région (Bordeaux-Métropole, Dordogne et Charente-Maritime), en invitant leurs chefs de service et collaborateurs à une journée de rencontre et d'échanges collégiaux (mai 2017). Même si le débat a par ailleurs été largement nourri d'échanges scientifiques et opérationnels divers, un des sujets majeurs abordés a été celui des projets de dépôt de demandes d'habilitation. A ce titre, les stratégies territoriales et le positionnement du service d'archéologie dans l'organisation administrative de la collectivité témoignent de différences notables ; ces différences sont le reflet de niveaux d'intégration divers dans la politique archéologique ou plus largement patrimoniale de la collectivité.

Les relations avec l'INRAP se sont structurées selon deux modes : des réunions régulières sur site en présence des agents du service et des CRA-adjoints environ une fois tous les 2-3 mois (suivi opérationnel) et une réunion à l'échelle régionale avec le directeur scientifique interrégional de l'INRAP, la CRA, les CRA-adjoints et un nombre plus limité d'agents du SRA destinée à des discussions et réflexions plus stratégiques sur l'évolution réglementaire et les pratiques, l'organisation structurelle des services, les enjeux du contrôle scientifique et technique, la nouvelle procédure d'analyse des offres, la gestion des mobiliers, etc.

Les relations avec les sociétés agréées se font le plus souvent à l'échelle opérationnelle du site (Bordeaux, Poitiers, Limoges).

Il faut bien entendu souligner l'importance des liens que le SRA entretient avec les UMR et autres structures d'enseignement et de recherche : présence d'agents du SRA dans les conseils de laboratoire des UMR qu'elles soient conventionnées par le Ministère de la Culture (CESCM et PACEA) ou non (Ausonius), participation aux réunions scientifiques de ces UMR, implication es qualité de la CRA dans le directoire du LabEx des Sciences Archéologiques de Bordeaux, délivrance d'enseignements ponctuels dans les universités de Limoges, Poitiers, Bordeaux, Bordeaux-Montaigne et Pau, conventions financières et d'objectifs (CESCM principalement, et PACEA).

Si certainement tous les SRA de France bénéficient de telles interactions, il est toutefois utile de rappeler leur intérêt essentiel au regard notamment de la conduite d'une programmation scientifique régionale.

Ainsi, en fin d'année était programmée, pour le premier trimestre 2018, la mise en place d'une rencontre entre les universités et plus largement les UMR et les responsables de Masters en archéologie, sur la programmation de la recherche archéologique régionale.

Si les résultats de cette rencontre seront évoqués dans une prochaine édition du BSR, sa préparation a généré la mise en œuvre d'un bilan synthétique de la recherche archéologique régionale qu'il semble opportun de présenter ici, en complément de la présentation faite dans le cadre de la publication du bilan des CTRA évoquée dans le préambule.

■ **La programmation de la recherche archéologique dans la région Nouvelle-Aquitaine – une photographie fin 2017**

Dans le cadre d'une région fusionnée et au regard des nouvelles orientations de la programmation nationale de l'archéologie, sur la base de l'opportunité offerte de présentation de la programmation régionale au CNRA en mars 2018 (dans le cadre des bilans de CTRA), il semblait essentiel de dresser un état des lieux

de la programmation régionale en Nouvelle-Aquitaine, encore fortement marquée par celle des anciennes régions. Rebâtir une programmation régionale ne peut en effet passer que par une vision globale de ses caractéristiques actuelles. L'analyse qui suit, faite selon plusieurs critères simples, porte donc sur les données de l'année 2017 mais à titre comparatif plus rapide l'année 2016 a été regardée, et offrait bien sûr les mêmes caractéristiques (de même que les années précédentes, ancienne région par ancienne région). Elle doit servir de base pour une réflexion à conduire, et ces données, assez démonstratives, sont donc intéressantes à partager, puisque c'est sans doute ce partage qui pourra contribuer aussi à générer une évolution de la situation.

La première question est d'ordre spatial, territorial. Or, la carte des opérations en Nouvelle-Aquitaine produite en page 35 montre que la recherche programmée touche tous les territoires, certes, en proportions variables, mais qu'elle présente donc sur ce plan un levier intéressant des politiques publiques culturelles et patrimoniales encore souvent trop peu pris en compte et valorisé. En revanche, ce qui est constaté, c'est une implication devenue aujourd'hui difficile, des collectivités territoriales dans le soutien à cette recherche puisque seuls trois départements subventionnent l'archéologie programmée auxquels s'ajoutent quelques communes et intercommunalités. Il y a donc là un enjeu d'insertion meilleure de ces opérations pourtant importantes, à travailler, même si cette faible implication est évidemment le résultat de contraintes économiques autres et fortes (cf. carte des opérations en Nouvelle-Aquitaine page 35).

Si on s'attache à présent à regarder les types d'opérations en présence, sur la base d'une analyse par site reprenant la nomenclature des opérations autorisées sur les formulaires officiels du Ministère de la Culture, on constate de vraies différences. Ainsi, les relevés d'art rupestre sont logiquement très présents sur le site de Bordeaux, depuis lequel sont administrés les Pyrénées-Atlantiques et surtout la Dordogne dont le potentiel en matière de grottes et abris ornés est universellement reconnu. Rien donc là que de très logique. Toutefois, on peut s'étonner du faible nombre de PCR sur le site de Limoges, alors que le nombre de prospections inventaires ou de prospections thématiques y est important, puisqu'au même niveau qu'à Poitiers ou Bordeaux où le nombre d'opérations au total est en revanche bien supérieur. En revanche on peut regretter le faible nombre régional d'aides à la préparation de publications, étonnant au regard du dynamisme des opérations de recherche de terrain en général. Cette situation, sans être préoccupante interroge et doit donc être l'objet d'attention. (cf. diagramme type d'opérations ci-contre)

Il est intéressant aussi d'analyser le rattachement des responsables d'opérations, et ce critère d'évaluation montre des résultats très contrastés selon les sites. Ainsi, si la situation est assez équilibrée à Poitiers,

sur le site de Limoges, la recherche programmée est portée par les bénévoles et par les agents du SRA. Ce territoire connaît donc un assez faible investissement des chercheurs rattachés à des institutions de recherche ou universitaires, situation étonnante au regard du potentiel en présence. En revanche, à Bordeaux, on constate qu'une part importante des opérations, lesquelles sont souvent de grande envergure, est portée par des doctorants, post-doctorants, ou jeunes chercheurs (entrés en poste depuis moins de cinq ans). Cela provient de deux facteurs : le choix de faire confiance depuis plusieurs années à ces jeunes chercheurs à la fois pour le dynamisme qu'ils savent insuffler à la recherche, et surtout l'apport évident de la proximité de la forte présence de la composante archéologique sur le pôle universitaire bordelais (cf. diagramme responsable d'opération ci-contre).

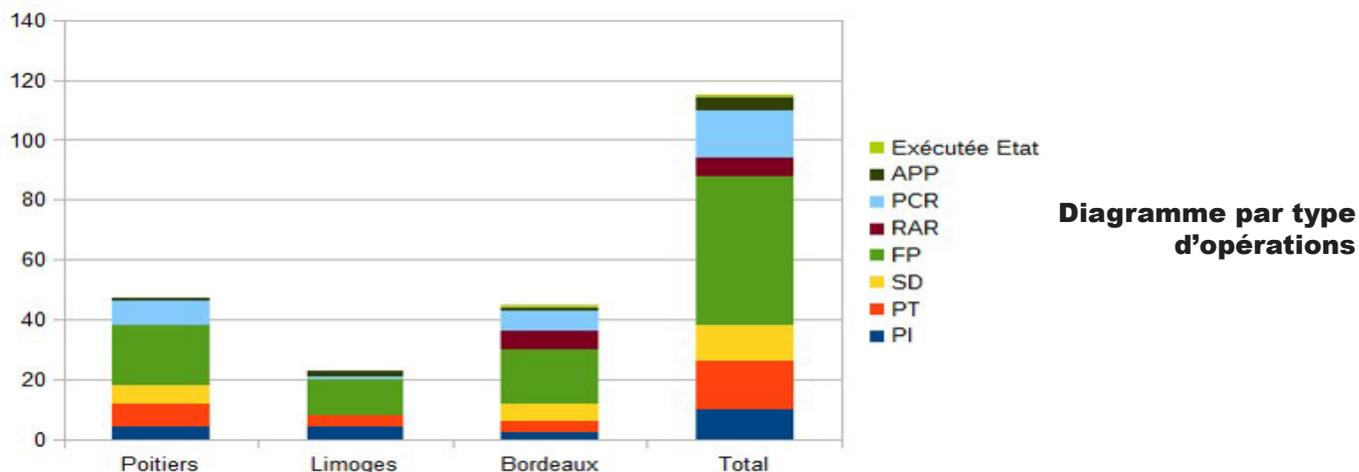
Si on s'attache ensuite à voir quelles sont les périodes chronologiques investies par ces opérations, il apparaît alors que si la situation est équilibrée au global, des différences très marquées par site apparaissent également.

Ainsi, le Moyen-Age, puis l'Antiquité dominant à Poitiers et Limoges alors qu'à Bordeaux c'est le Paléolithique supérieur qui représente la part la plus importante des opérations, situation sans doute logique au regard du potentiel majeur déjà signalé précédemment en matière de Préhistoire. Mais, on pourra en revanche s'étonner de la faible représentation du Néolithique, hormis à Poitiers où plusieurs opérations sont recensées mais sont quasiment toutes regroupées en fait dans un même PCR (celui porté par V. Ard). Enfin, l'absence du Mésolithique et celle de la période contemporaine sont à souligner car en décalage avec le potentiel et les enjeux. (cf. diagramme période ci-contre).

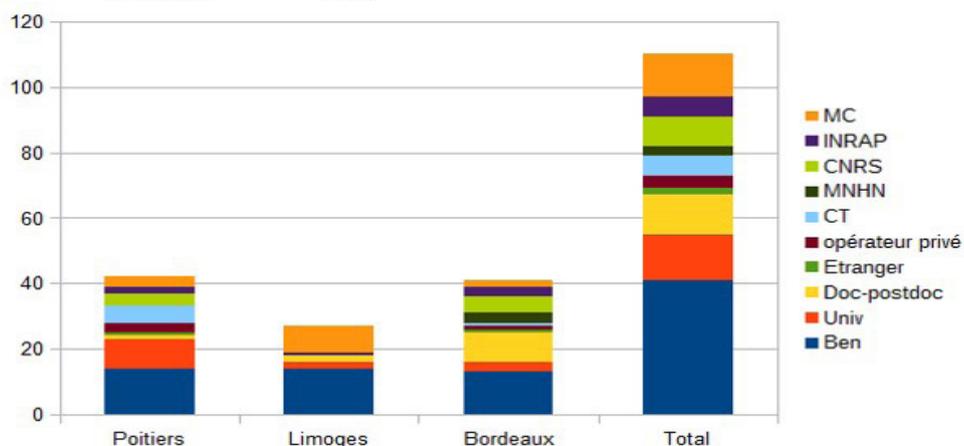
A titre de test, une analyse par catégorie de site a aussi été menée. L'importance de la programmation relative à l'archéologie subaquatique sur le site de Poitiers est ainsi très nettement mise en évidence, fruit d'une démarche volontariste portée depuis plus de 15 ans.

Si l'importance du Paléolithique à Bordeaux est évidente il est important de remarquer que ces opérations se situent en grotte et très occasionnellement en plein-air. Cela est le résultat de reprise de sites emblématiques de l'histoire de la discipline, dans une démarche constructive de relecture et réactualisation des données, mais on pourrait aussi regretter que nombre de gisements de plein-air, connus anciennement ou mis au jour puis préservés dans le cadre de l'archéologie préventive, ne puissent être investis.

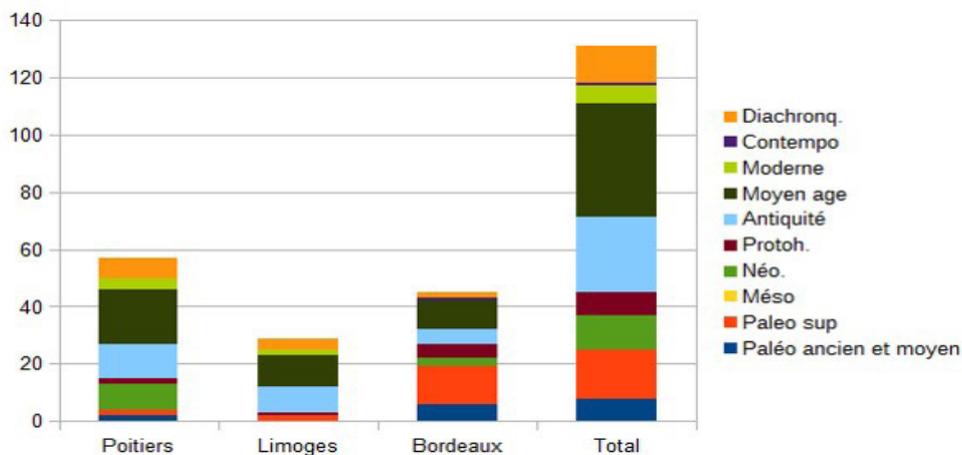
Enfin, les édifices de culte et les agglomérations antiques sont l'objet de nombreuses recherches de terrain à Poitiers et à Limoges (en écho bien sûr avec la prépondérance d'opérations relevant de l'Antiquité et du Moyen Âge sur ces secteurs de la région) (cf. diagramme type de site ci-contre).



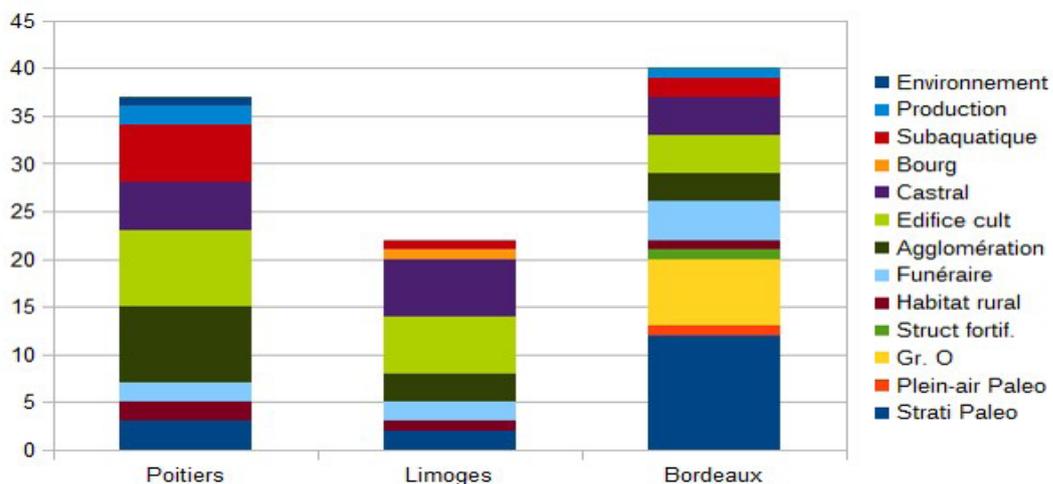
**Diagramme par rattachement du responsable d'opération**



**Diagramme par période chronologique**



**Diagramme par type de site**



Enfin, le dernier critère observé est celui de l'axe de la programmation nationale auquel se rattache l'opération. Dans l'analyse de ce critère, la même opération a pu toutefois être inventoriée sous deux axes. Il en ressort les mêmes différences très marquées selon les territoires. Pour synthétiser : axes 1 à 3 relatifs à la Préhistoire majoritaires à Bordeaux, axes concernant les périodes historiques majoritaires à Poitiers et Limoges.

Mais l'analyse produite montre aussi de « grands vides » pour certains des axes de cette programmation régionale. Certes, on peut s'accorder sur le fait que la Préhistoire aura toujours une place majeure dans le périmètre de l'ancienne Aquitaine et qu'il est normal au regard du potentiel que les agglomérations antiques des Charentes ou les édifices médiévaux emblématiques fassent l'objet de recherches renouvelées. Mais on peut en revanche regretter que le très fort potentiel en présence en matière d'archéologie minière ou métallurgique soit si peu investi ainsi que les problématiques relatives à la transformation des sociétés entre le Mésolithique et les Âges des métaux. De même, la période contemporaine devrait aussi pouvoir trouver sa voie pour une recherche archéologique en cette vaste région tant les problématiques qu'elle véhicule y sont présentes (économie des productions, commerces, conflits, etc.) (cf. diagramme par axe de programmation ci-dessous).

Ainsi, sans vouloir pour autant se passer de ce qui offre de si beaux résultats de recherche, un axe de travail important du SRA Nouvelle-Aquitaine à l'avenir, et par la possibilité offerte de ses relations avec les partenaires principalement institutionnels mentionnés plus haut, sera sans doute d'infléchir certains points de cette programmation régionale encore très marquée par

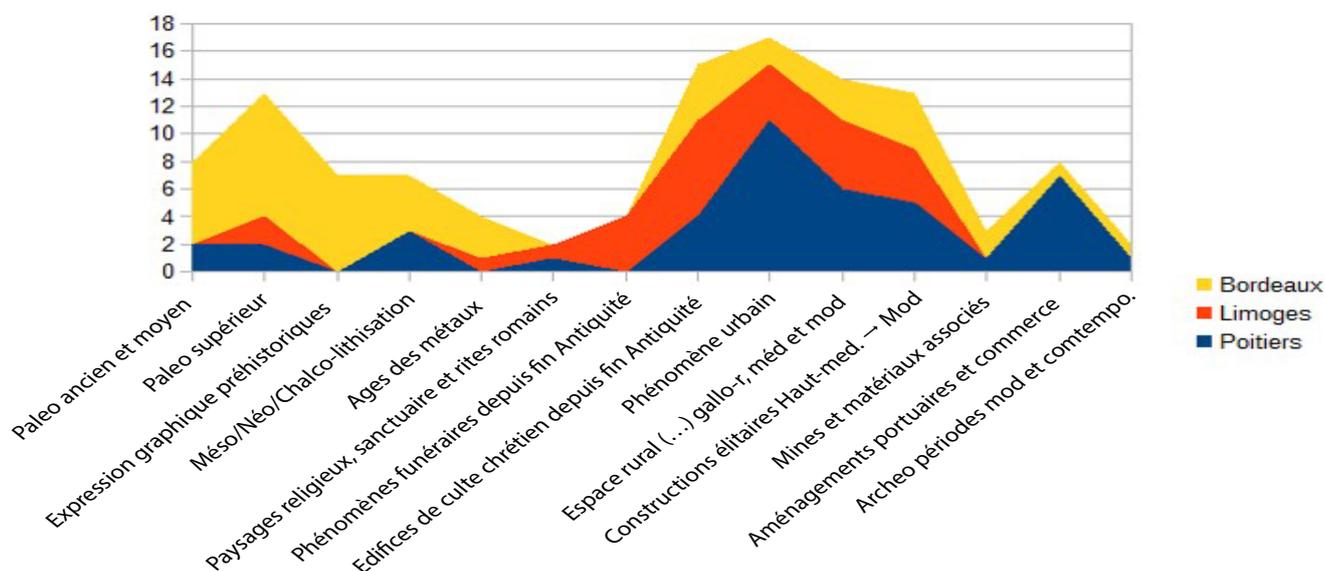
les stratégies et les frontières des anciennes régions. S'inspirer de ce qui fonctionne, favoriser la perméabilité des expériences, des équipes, encourager la mise en œuvre de publications, tels sont donc les moyens d'action qui seront en premier lieu mis en œuvre et dont les résultats seront perceptibles, nous le savons déjà, dans les prochaines éditions des BSR !

Pour 2017, au-delà de ces missions de prescription, parfois de réalisation, et de contrôle scientifique et technique des opérations de recherche sur le terrain, qu'elles soient préventives ou programmées, et de ce champ vaste du pilotage à conduire la programmation régionale, d'autres actions mises en œuvre au cours de l'année relèvent aussi de la politique scientifique portée par le SRA.

■ **Prise en compte de la responsabilité de l'État en matière de gestion des biens archéologiques mobiliers.**

L'État ayant une responsabilité encore accrue depuis la promulgation de la loi LCAP, les actions du SRA en faveur de la prise en charge stratégique et financière de ces biens sont essentielles. Ainsi, cette année 2017 a été surtout marquée par la mise en œuvre de chantiers de collections de grande envergure.

Un premier marché public a été lancé, intéressant l'ensemble des sites de la région. Il correspond, selon la programmation régionale pluriannuelle établie en la matière, au premier volet de cette action venant résorber un passif très lourd en matière de traitement des collections placées sous la responsabilité de l'État. Cette avancée est donc majeure.



**Diagramme par axe de la programmation nationale de la recherche archéologique**

Sur le site de Limoges, les collections traitées ont été celles du dépôt archéologique de Varlin, saturé, incomplètement indexé et dans un état sanitaire moyen. Pour certaines collections il devenait urgent d'intervenir. Le chantier des collections a eu pour objectif de reconditionner en sauvegardant un maximum d'informations, d'indexer dans un tableau de référence, de signaler les problèmes de conservation et de prendre des clichés des objets remarquables ou en péril. En 2017, 1600 caisses ont ainsi été traitées, soit environ la moitié du dépôt. Les objets reconditionnés sont ceux provenant de Creuse et de Corrèze, une partie de la Haute-Vienne, et enfin des fouilles de Limoges des années 1960-1970 notamment.

Sur le site de Bordeaux, 4 opérations (Pessac, Aiguillon, Hasparren, Coulounieix-Chamiers) se sont déroulées avec comme objectif, au-delà de l'inventaire et des reconditionnements nécessaires, de dégager 2 axes : identification de l'état sanitaire et d'éventuels problèmes de conservation sur les pièces identifiées et définitions de collections ayant un intérêt pour des programmes de recherche en cours.

Sur le site de Poitiers, une opération a eu lieu au dépôt de Saint-Vivien, pour 400 caisses provenant d'opérations à La Rochelle, afin de permettre une dévolution des collections, la ville ayant un projet de restructuration du musée.

Cette politique volontariste en matière de chantiers des collections est essentielle et est destinée à rester un axe fort de la programmation du SRA N-A. En effet, l'enjeu est devenu en cours d'année 2017 encore plus lourd puisque fin octobre est tombée l'information selon laquelle la mairie de Pessac souhaitait résilier le bail du Centre de conservation et d'étude (CCE) que le SRA occupe dans le cadre d'une convention<sup>1</sup>.

Ainsi, une priorité du travail du service a aussi été mise sur la question des structures de conservation et l'évolution du schéma régional des CCE. Cette question de la gestion des mobiliers a été prise en compte par la réalisation d'une étude de faisabilité pour un CCE territorial en Corrèze venant répondre à une iniquité territoriale forte en la matière. A la fin de l'année 2017, il était également envisagé et sollicité par la SDA la mise en œuvre d'une étude de grande ampleur de type prospectif visant à :

- présenter un bilan de l'état des lieux plus affiné des collections actuellement placées sous la responsabilité de l'Etat – DRAC à l'échelle régionale
- un bilan de l'état des lieux des collections en attente de versement chez les opérateurs d'archéologie préventive ;
- une estimation des collections en déshérence issues de la recherche archéologique programmée ;

- une estimation des collections à venir sur les 10 à 15 prochaines années en partant des données de l'activité régionale en matière d'archéologie et des informations de développement économiques ou d'aménagement du territoire (évaluation des collections à venir d'archéologie préventive).

Cela était indispensable dans le cadre de la création d'un seul CCE régional unique et centralisé tel qu'il était donc envisagé en 2017 et nous expliquerons donc dans les éditions ultérieures du BSR l'évolution notable de la réflexion en la matière.

Par ailleurs, pour compléter cette politique de conservation, étude et valorisation des BAM a été créé par G. Migeon, CRA-adjoint du site de Bordeaux, le réseau aquitain des gestionnaires de mobilier archéologiques (RAGMA). Il rassemble les responsables et agents des musées archéologiques (labellisés « Musées de France » ou pas) et les gestionnaires des salles d'exposition ou des dépôts municipaux ou associatifs de l'ancienne région Aquitaine.

#### ■ **Bilan 2017 en matière de valorisation scientifique de la recherche archéologique (N. Fourment avec la collaboration des CRA-adjoints)**

Les programmes de valorisation et de transmission des savoirs soutenus par le SRA sont multiples, selon les circonstances, les supports, les publics, etc. Ainsi, l'implication dans les journées nationales (Journées nationales de l'Archéologie, Journées européennes du Patrimoine, Fête de la Science) est un vecteur d'actions de diffusion auprès du public dans de nombreux sites de la région.

Sur le site de Bordeaux, des journées archéologiques départementales ont été organisées, à Périgueux pour la Dordogne, avec le Service archéologique départemental et à Agen, pour le Lot-et Garonne, ainsi qu'une journée de l'archéologie subaquatique à Certes.

D'autre part, dans le cadre de l'ouverture publique en octobre 2017, du Centre de Conservation et d'études archéologiques de Certes, mis à disposition du SRA par le département de la Gironde gestionnaire du domaine de Certes et Graveyron, des ateliers pédagogiques ont été proposés par le SRA aux classes des écoles primaires d'Audenge et de Lanton, aux collégiens et lycéens du secteur, ainsi que des visites du CCE destinées aux adultes.

Un très beau projet pédagogique et de recherche, incluant des élèves de collège, est développé sur le site gallo-romain et médiéval du Chambon à Montignac ; deux agents du SRA participent, au côté de l'INRAP à des prospections, études et mise en valeur des données archéologiques.

<sup>1</sup> Annoncé au départ pour fin 2018, nous savons depuis que l'échéance est repoussée à début 2022, ce qui rend toutefois extrêmement complexe l'avenir des BAM de cette structure de première importance et leur accessibilité pendant plusieurs années.

Sur le site de Poitiers, outre les essentielles actions de valorisation portées par exemple dans le cadre du projet NéOdyssée par le Pays loudunais, d'autres actions importantes se sont déroulées en matière de projets pédagogiques notamment en faveur des plus jeunes principalement pour le subaquatique lors des journées de l'archéologie par exemple.

Un événement fort de l'année a été la tenue du Colloque RIGMA (réseau interprofessionnel des gestionnaires de mobilier archéologique) dont Ch. Redien-Lairé a été l'organisatrice principale : 150 personnes se sont inscrites pour ces deuxièmes journées du réseau, avec des participants venus de SRA et d'établissement en France et même de Belgique et de Suisse pour évoquer les problématiques liées à la gestion du mobilier archéologique dans toute sa « chaîne » opératoire, à savoir du terrain au musée. Les actes ont depuis été publiés.

Le colloque du GAAF s'est également déroulé à Poitiers cette même année 2017 sur le thème complexe de « Ritualiser, Gérer, Piller : Rencontre autour des réouvertures de tombes et de la manipulation des ossements » et a connu également un grand nombre de participants

Sur le territoire du Limousin, les actions du SRA touchent bien sûr les agglomérations à démographie dynamique (Limoges et Brive), mais il faut souligner combien elles atteignent très souvent des zones rurales éloignées des centres, comme Faux-la-Montagne, Gouilles ou Moutier-Rozeille. Des journées portes-ouvertes et des conférences sur place sont organisées pour rendre compte des résultats et informer la population locale, notamment concernant les avancées des opérations pluriannuelles. Elles attirent régulièrement 80 à 100 participants.

Le SRA soutient également deux associations qui participent activement à la diffusion de la recherche

par des ateliers pour enfants, des expositions, des conférences, « café Préhistoire », soirées cinéma, à Meymac et à la Chapelle-aux-Saints. Enfin, le service s'est impliqué avec l'université de Limoges et la Société des sciences naturelles, archéologiques et historiques de la Creuse dans l'organisation d'un colloque à La Souterraine (Creuse) les 18 et 19 novembre 2017. Ces journées ont fait un bilan très complet des résultats des opérations préventives et programmées, des recherches historiques récentes et des documents anciens sur la commune, depuis l'agglomération antique de Bridiers jusqu'à la prospère ville médiévale autour de sa collégiale. Ces journées ont réuni plus de 180 personnes et la publication d'un ouvrage en 2018 assure la diffusion de ce bilan susceptible d'ouvrir la voie à de nouvelles recherches.

C'est avec cette importante notion de transmission des connaissances, et au-delà d'éducation au patrimoine archéologique - lequel doit pouvoir prendre toute sa place dans les actions d'Education Artistique et Culturelle soutenues par le Ministère de la Culture - que se clôt donc cette longue introduction du bilan annuel de la recherche archéologique en Nouvelle-Aquitaine.

Une occasion de rappeler cette boucle qui part du potentiel inséré dans les territoires divers de la région qui doit pouvoir être étudié, analysé, enrichi de l'apport des sciences archéologiques pour diffuser ensuite les connaissances acquises, certes auprès des communautés scientifiques, mais aussi au bénéfice des publics multiples qui sauront alors être sensibles à l'apport essentiel de l'archéologie dans nos sociétés contemporaines.

Nathalie Fourment,  
Conservatrice régionale de l'archéologie  
Nouvelle-Aquitaine

# NOUVELLE-AQUITAINE **BILAN SCIENTIFIQUE**

*In memoriam* **Marc Gauthier** **2 0 1 7**

Décédé le 16 décembre 2018, Marc Gauthier était inspecteur général de l'archéologie et l'un des précurseurs de l'archéologie de sauvetage dans les années 80.

Il fut à l'origine de nombreuses réformes qui ont fait évoluer le métier d'archéologue. Il a été l'un des quatre experts européens qui participèrent à la conception et l'écriture de la convention européenne sur l'archéologie, dite de Malte, qui fixa les règles de l'archéologie préventive.

Ses nombreux rapports amenèrent le ministère de la Culture à réformer le contrôle scientifique de l'archéologie.

C'est lui qui pensa la création des CIRA (aujourd'hui CTRA {commission interrégionale de la recherche archéologique}) et qui imagina le Conseil national de la recherche archéologique dans sa forme actuelle. Jusqu'en 1984, Marc Gauthier fut directeur des antiquités historiques d'Aquitaine puis directeur des Antiquités de Provence-Alpes-Côte d'Azur avant d'intégrer l'inspection générale de l'archéologie.

A sa retraite, il préside le comité scientifique de Lascaux et joue un rôle déterminant pour que les meilleures solutions de conservation de la grotte soient mises en œuvre. Marc Gauthier était chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'ordre national du Mérite,

La cause de l'archéologie française doit beaucoup à Marc Gauthier.

Sa participation à l'inspection générale de l'archéologie, alors rattachée à la sous-direction éponyme, a été décisive pour le développement de l'archéologie préventive et pour la déconcentration administrative et scientifique de la recherche ; cette réforme fondamentale est largement son œuvre.

Resté proche du terrain, et respecté de tous, il a nourri constamment de ses rapports et propositions l'action de l'Etat.



officier des Arts et Lettres. Sa haute idée du service public a fait de Marc Gauthier un fervent défenseur des archéologues.

Franck Riester, Ministre de la Culture

Il fut un conseiller des plus précieux pour l'élaboration et le vote de la loi de janvier 2001 sur l'archéologie préventive.

Ses avis, toujours mesurés et judicieux, alliés à un courage tranquille, ont permis de gagner bien des batailles. J'avais beaucoup d'estime et d'admiration pour lui. C'était un homme rare, qui alliait la rigueur scientifique à une grande humanité.

Wanda Diebolt, Sous-directrice de l'archéologie de 1992 à 1996 et Directrice du patrimoine et de l'architecture de 2000 à 2002

Ma première visite à la direction des antiquités historiques d'Aquitaine eut lieu en 1977.

Je venais y solliciter une autorisation de prospection et de sondage. C'est Marc Gauthier, encore assistant de la circonscription, qui me reçut.

Ce fut le début d'un long compagnonnage qui me conduisit à fouiller avec lui, à travailler à ses côtés à la direction des antiquités, puis à le côtoyer en CIRA et au sein du conseil scientifique de Lascaux.

Lorsqu'on me proposa, en 2012, de rejoindre l'inspection générale de l'archéologie, c'est tout naturellement vers Marc que je me suis tourné avant de prendre ma décision.

Toujours à l'écoute de l'autre, disponible, clairvoyant dans ses analyses, portant haut le sens du service public, exigeant pour lui comme pour les autres, il fut pour beaucoup d'entre nous une référence dans notre métier.

Il fut aussi pour moi un collègue puis un ami attentif, toujours de bons conseils, sa maison de Bidart étant

toujours prête à m'accueillir. Sa disparition brutale m'a profondément marqué comme beaucoup de collègues qui eurent à travailler ou échanger avec lui.

Le ministre de la culture, dans son communiqué d'hommage, a relevé tout ce que nous lui devons en termes d'organisation de la recherche archéologique et de contrôle scientifique. Je n'y reviendrai donc pas.

Ce court texte veut simplement rendre hommage à l'homme que fut Marc, à sa droiture, son engagement au service de notre discipline et du patrimoine en général.

Profondément attaché au sud-ouest, à son histoire, à ses traditions et à sa culture, Marc aura vécu toutes ses passions jusqu'au bout. Il est parti sans bruit, dans la grande discrétion qui le caractérisait, rejoindre son épouse Hortensia. Nos conversations me manquent déjà.

Dany Barraud,  
Inspecteur général de l'archéologie

C'est au tout début du mois de Mars 2019 qu'Iluminada Ortega Cordellat nous quittait, depuis sa terre de Valence en Espagne.

Au-delà de la réelle brutalité de sa perte, il est ici essentiel de revenir sur son parcours, ses travaux, son implication forte dans l'archéologie régionale et plus particulièrement encore celle de la Dordogne et du Bergeracois, tant son activité a été marquée par et pour ce territoire.

Ainsi, c'est peu après une formation académique en archéologie préhistorique à l'Université d'Histoire et de Géographie de Valence (Espagne) qu'Iluminada s'investit pleinement dans la responsabilité d'opérations en contexte bergeracois, territoire sur lequel elle intervenait déjà depuis plusieurs années en tant que collaboratrice.

Ainsi, la fouille des Barbas III, à la fin des années 90 se révèle comme un élément majeur pour la connaissance et la compréhension des modes d'exploitations du silex à l'Aurignacien ancien, dans ce contexte du Bergeracois.

Ses compétences et ces expériences, la conduisent à intégrer l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP) lors de sa création après la promulgation de la loi d'archéologie préventive de 2001.

Or, cette période est quelque peu historique, puisqu'elle correspond au moment de la mise en œuvre d'un très grand nombre d'opérations de fouilles préventives liées à la fameuse déviation nord de Bergerac, opérations qui conduiront d'ailleurs indirectement à la modification de la loi en 2003.

Iluminada est alors présente sur un très grand nombre de ces chantiers, soit parce qu'elle en assure la responsabilité, soit parce qu'elle étudie les collections qui en sont issues : Cantalouette 2, Les Vieux Coutets (le 1 et le 2 aussi, ah... ce fichu « boviduc » !), Les Garris II, La Graulet VI). Opérations auxquelles s'ajoutent les nombreuses autres mises en œuvre sur le territoire sur ces mêmes années 2000 – 2015, et de si nombreux diagnostics.



Depuis 2014 Iluminada Ortega assurait la co-direction avec Joseba Rios-Garaizar de la fouille du site de plein air stratifié d'Aranbaltza au Pays-Basque sud. Un site avec des niveaux offrant la possibilité de voir cette si fameuse transition notamment.

Au-delà des responsabilités d'opérations, Iluminada Ortega s'est aussi mobilisée pour assurer la coordination de projet de recherche, de manifestations scientifiques, colloques, tables-rondes, séminaires de valorisations scientifiques de natures diverses, au sein de son établissement l'INRAP ou auprès d'autres institutions de recherche et qu'il serait un peu vain de reprendre ici *in extenso* ; mais la bibliographie est riche de ses différentes productions scientifiques.

Nous citerons donc uniquement cette session à paraître et les articles qui y sont liés « La percussion lancée au Paléolithique : Identification de son usage, types d'outils associés et étendue chronologique » (Session IV-7. Congrès international de l'UISPP, Paris 2018)

Cette énumération des travaux, un peu stéréotypée, ne rend qu'un bien trop imparfait témoignage de ce qu'était vraiment « Ilu », comme il était si habituel de l'appeler, dès lors qu'elle était sur un chantier ; l'image que j'en conserve aussi : une compréhension fine du

terrain, des réflexions, interrogations, hypothèses toujours renouvelées et venant enrichir les stratégies d'approches des sites concernés, et évidemment, une joie communicante d'être là, sur le terrain, au contact direct de la matière archéologique.

Ainsi, pour conclure et se souvenir doucement, il y eût ce dernier et atypique chantier de fouille préventive dans le bergeracois, à « Canolle, La Ferme », en 2012, d'où provient la belle photo présentée ici et transmise avec confiance par Laurence Bourguignon pour accompagner ce texte.

Canolle, et ses extraordinaires amas de débitage du Gravettien notamment, des nucléus incroyables, là, chez elles... devant la porte, tout près des pieds de tomates !

Des Barbas III à Canolle... quelques centaines de mètres, ... quelques années, ... plusieurs chantiers... et de belles caisses, bien pleines de silex !

Et de connaissances acquises et partagées aussi ; des sites, des collections, entrées d'ores et déjà dans l'histoire de la discipline ; et des ressources scientifiques incontournables pour l'avenir.

Alors, c'est ainsi, avec une réelle émotion et beaucoup d'amitié que, rejointe en cela par les agents du Service régional de l'archéologie Nouvelle-Aquitaine et plus particulièrement encore ceux qui, hier encore, avaient eu à échanger, travailler avec elle sur les opérations emblématiques citées plus haut, au premier rang desquels, Dany Barraud, ancien conservateur régional de l'archéologie en Aquitaine, que je souhaite ici offrir à lllu ce si simple hommage.

Nathalie Fourment,  
pour les agents du SRA Nouvelle-Aquitaine  
et Dany Barraud, ancien Conservateur régional de  
l'archéologie - Aquitaine